



La Stratégie centre-ville : Des enjeux majeurs en itinérance

Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la consultation sur la Stratégie centre-ville

Octobre 2016

Le RAPSIM et ses membres

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) est un regroupement de 109 organismes intervenant auprès des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir. Il a comme mission de défendre les droits des personnes itinérantes et l'intérêt de ses membres. Actif depuis 1974, le RAPSIM est l'un des plus importants regroupements d'organismes communautaires à Montréal.

Nos membres interviennent auprès d'hommes et de femmes, aînés et jeunes, autochtones et personnes issues de l'immigration et ce, dans de nombreux quartiers montréalais. Ce sont des centres de jours, des refuges, des maisons d'hébergement court, moyen et long terme, des organismes faisant du travail de rue et de milieu, des sites fixes pour la distribution de matériel de consommation, des groupes qui offrent de l'aide alimentaire, etc.

Le RAPSIM est un partenaire de la Ville, du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada dans la lutte contre l'itinérance. Au niveau de Montréal, il est membre du comité directeur du *Plan d'action intersectoriel en itinérance de la région de Montréal (2015-2020)*, de son comité exécutif ainsi que de plusieurs de ses groupes de travail qui réunissent la Ville de Montréal et ses services, les différents ministères impliqués quelques groupes du milieu communautaire. Aussi, le RAPSIM est membre du Comité du Maire sur l'itinérance chargé du suivi du *Plan d'action montréalais en itinérance 2014-2017* et de l'élaboration du prochain plan d'action de la Ville en itinérance.

L'itinérance à Montréal

L'itinérance existe depuis longtemps à Montréal et particulièrement au centre-ville. Mais, l'ampleur du phénomène, ses visages de plus en plus diversifiés et sa présence dans un nombre grandissant de quartiers sont une réalité plus récente. Les statistiques de fréquentation des ressources à Montréal montrent que le phénomène de l'itinérance est en croissance. Selon les données compilées par la Ville de Montréal, l'augmentation des nuitées d'occupation a été particulièrement criante à l'hiver 2015-2016 : + 10 % pour les ressources pour hommes et + 8 % pour les ressources pour femmes. La situation de débordement des ressources d'hébergement pour femmes montre que de plus en plus de femmes vivent différentes réalités de l'itinérance; une itinérance souvent moins visible, mais tout aussi réelle. Depuis les années 2000, on assiste à une amplification du phénomène de l'itinérance de personnes inuites et issues des Premières Nations et de plus en plus de personnes issues de l'immigration sont vues par les ressources. Les organismes constatent aussi l'arrivée de nouvelles personnes en itinérance, n'ayant jamais connu la rue auparavant, ayant souvent un âge avancé. Ce type de profils témoigne de la précarisation croissante d'une partie de la population, sur le fil de l'itinérance, qui y bascule quand une difficulté survient.

Introduction

Bien que l'itinérance soit vécue dans tous les quartiers de Montréal, c'est au centre-ville qu'elle reste la plus visible et où se situe la majorité des ressources d'aide. L'objectif annoncé de la Stratégie centre-ville est de densifier et de dynamiser le secteur du centre-ville, d'améliorer l'environnement résidentiel et commercial afin d'offrir un cadre de vie enviable et concurrentiel.

Les grands efforts de revitalisation urbaine ne se font jamais sans impacts sur les personnes à risque ou en situation d'itinérance et les ressources qui leur viennent en aide. Le projet actuel, tel qu'il est présenté aux fins de consultations, nomme et accorde de l'importance au problème de l'itinérance et au principe de mixité sociale. La Stratégie centre-ville se veut inclusive et c'est encourageant. Ceci dit, pour que cela soit possible, l'arrimage entre les diverses priorités de la Ville demeure un enjeu. Ainsi, s'il est laissé à lui-même, le développement du centre-ville se réduira à un processus de gentrification, une offre destinée aux personnes les plus nanties, laissant peu de place aux personnes les plus pauvres, augmentant de ce fait le risque d'itinérance.

La considération qui doit être accordée pour les personnes à faible revenu, marginaliséEs, à risque ou en situation d'itinérance et leurs ressources dans l'approche et la mise en œuvre de la Stratégie centre-ville est la préoccupation principale du RAPSIM. De façon globale, le RAPSIM souhaite un développement du centre-ville qui respecte **le droit de cité de tous et toutEs**, c'est-à-dire le droit d'occuper l'espace public ou d'habiter un quartier peu importe son statut ou sa situation.

À la lecture des objectifs et des orientations proposées pour la Stratégie centre-ville, les enjeux qui interpellent plus spécifiquement le RAPSIM touchent :

- la cohabitation, l'inclusion et la mixité sociale;
- le logement social et le parc de maisons de chambres;
- la présence et la pérennité des ressources pour les personnes itinérantes.

La cohabitation, l'inclusion et la mixité sociale

Dans un centre-ville que l'on veut de plus en plus habité, commercial, animé, touristique, quelle sera la place des personnes en situation de marginalité ou d'itinérance? La question de la cohabitation dans l'espace public demeure un enjeu majeur à Montréal, d'autant plus dans son centre-ville. En effet, été comme hiver, plusieurs personnes sans-abri vivent une partie de leur journée dans les lieux publics, n'ayant pas accès à un espace privé comme la majorité de la population. Le principe de la cohabitation implique le respect du droit de cité des personnes itinérantes ou marginalisées, sans discrimination et sans atteinte à leur dignité.

La revitalisation urbaine, qui vise à rendre le centre-ville plus séduisant, ne s'accompagne pas toujours d'une approche des plus inclusive et respectueuse à l'endroit des personnes itinérantes et marginalisées. Il convient de saluer les efforts de la Ville de Montréal pour favoriser la cohabitation sociale, notamment dans ses projets récents. Il y a une meilleure concertation des acteurs, des démarches de consultation, l'intégration des principes d'inclusion en amont, le déploiement d'équipes multidisciplinaires comme l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (ÉMRII). Il n'en demeure pas moins que les initiatives de réaménagement urbain ont des répercussions importantes sur certaines personnes itinérantes comme leur déplacement et éloignement des lieux et des ressources qu'elles avaient l'habitude de fréquenter, parfois vers des quartiers périphériques.

Tout récemment, trois projets de revitalisation d'espaces publics fortement fréquentés par les personnes itinérantes ont été réalisés avec une volonté d'en amoindrir les impacts sur celles-ci. Les leçons tirées de ces expériences devraient permettre, à terme, de démontrer le potentiel de cohabitation sociale réelle, car il faut garder en tête que ce n'est pas parce qu'il y a une bonne volonté de partage de l'espace public avec les personnes itinérantes que celui-ci se concrétise et reste équitable.

Square Cabot

Parc particulièrement fréquenté par des populations autochtones, il a été fermé pendant près d'un an et a complètement changé de visage depuis sa réouverture en juillet 2015. Un important partenariat entre organismes, regroupements de citoyenNEs et de commerçants, le YMCA et l'arrondissement s'est réuni en amont pour amoindrir les impacts du processus sur les personnes itinérantes. On a constaté le déplacement de personnes pendant la fermeture, entre autres vers le Sud-ouest. La programmation d'animation qui a été mise en place dès la réouverture ainsi que la grande présence policière a compliqué la réappropriation du lieu par les personnes itinérantes. Certaines d'entre elles sont peu à peu revenues le fréquenter, grâce entre autres à l'initiative du Café de la Maison ronde tenu par l'organisme l'Itinéraire.

Parc Émilie-Gamelin

Lieu symbolique pour les personnes itinérantes, il a progressivement été réinvesti par la population générale avec la mise en place d'un petit marché public, d'une patinoire l'hiver, d'un immense jeu d'échec et comme hôte de festivals. En 2015, le Quartier des Spectacles y crée les Jardins Gamelin avec un bar, des installations horticoles, la présence d'intervenants sociaux et un projet d'agriculture urbaine. Ceci a provoqué le déplacement d'une partie des personnes qui fréquentaient le lieu, notamment pour la consommation d'alcool et de drogues. La particularité du parc est que sa surface bétonnée sert à la programmation grand public et que l'espace gazonné reste un espace un peu moins contrôlé, un lieu de cohabitation assez ouvert.

Carré Viger

Il a été un lieu de tolérance relative à l'itinérance, les policiers eux-mêmes recommandant au fil des années aux personnes de s'y rendre pour éviter d'être déplacés. L'œuvre de Charles Daudelin composée de pergolas servait d'abris pour des dormeurs nomades et moins nomades. Sa fermeture, depuis le début mai 2016 jusqu'au printemps 2018, a posé un enjeu important du fait qu'il constituait le dernier espace public où il était encore possible de dormir. Le fait que l'action préventive à la fermeture auprès des personnes qui fréquentaient le lieu a été réalisée par des intervenants, sans présence policière autre que l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (ÉMRII), a contribué à réduire les tensions. Si l'administration municipale dit travailler fort pour en faire un lieu inclusif à sa réouverture, tout reste encore à faire et les défis sont grands pour atteindre cet objectif.

Il faut souligner que dans ces trois cas et ailleurs, la réglementation sur les chiens a aussi entraîné la dispersion de personnes. Ne pouvant plus occuper les lieux comme avant, celles-ci sont parfois perdues de vue par les travailleuses et travailleurs de rue.

Concernant la situation globale dans l'espace public, il ressort du 4^e *Portrait de la situation dans l'espace public montréalais* produit par la RAPSIM en février 2016 que la situation demeure préoccupante en regard des tensions dans l'espace public liées en partie aux enjeux d'aménagement urbain. L'enquête montre que le phénomène du profilage social dans l'espace public persiste, et ce, malgré une reconnaissance du problème par le SPVM. Il y a encore trop de contraventions données aux personnes itinérantes de même que de saisie et de bris du matériel de consommation alors qu'il provient d'organismes mandatés par la santé publique. On parle aussi d'une intensification de la présence policière qui génère plus d'interpellations ou encore, sans les judiciariser, d'une insistance démesurée auprès des personnes itinérantes en raison de leur apparence. Enfin, les acteurs du terrain constatent un grand contraste dans les approches d'intervention entre celles des équipes multidisciplinaires spécialisées comme l'Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (ÉMRII), et le reste du Service de Police.

Le projet de Stratégie centre-ville intègre le principe de cohabitation sociale et une orientation stratégique dans l'axe « des milieux de vie complets et inclusifs » lui est consacré : « 1.2 Contribuer à l'amélioration de la cohabitation entre les populations marginalisées et les autres usagers dans l'espace public ». Ceci étant, cette bonne volonté doit être soutenue par une vision globale et complexe des enjeux de cohabitation, en évitant la simplification du phénomène de l'itinérance et la recherche de solutions magiques inspirées de « bonnes pratiques » prises isolément. Il faut aussi prendre en compte que les bonnes volontés d'inclusion sont difficiles à concrétiser et demandent des ressources et des moyens suffisants.

Ainsi, les conditions pour une réelle cohabitation sociale engagent donc, entre autres,

- la concertation des acteurs et la cohérence des actions;
- la consultation des personnes itinérantes et leur inclusion dans les décisions, projets et actions;
- l'information, la médiation et la sensibilisation de la population, des résidents et des commerçants à la tolérance, au droit de cité et contre les préjugés et les craintes non fondées envers les personnes itinérantes;
- la prise en compte systématique des besoins spécifiques de certaines populations (autochtones, femmes, LGBT, etc.);
- la pérennisation financière des initiatives d'inclusion et de partage de l'espace public;
- des aménagements urbains qui considèrent les besoins des personnes itinérantes (ex. : bancs sans accoudoirs, installations sanitaires publiques et gratuites, lieux qui ne sont pas conçus seulement pour y circuler ou y consommer des biens et services, etc.).

Bref, il ne faut pas que le grand chantier de réaménagement et de densification urbaine que sera la Stratégie centre-ville contribue à l'exclusion ou au sentiment d'exclusion de personnes itinérantes ou marginalisées dont le centre-ville est le milieu de vie et qui y ont droit de cité au même titre que les autres. Il ne faut pas non plus que des motifs liés au sentiment de sécurité de la population et à l'attrait des lieux justifient l'intensification des mesures de contrôle sur les personnes.

Le logement social et la sauvegarde du parc de maisons de chambres

La Stratégie centre-ville vise à orienter la croissance urbaine vers le cœur de la région métropolitaine en vue d’y accueillir plus de résidents, de bureaux et de commerces. La Stratégie parle d’un très grand potentiel de développement immobilier découlant de la présence de nombreux terrains ou immeubles vacants, donnant à la Ville une marge de manœuvre significative pour le choix de projets. Quels paramètres dicteront ces choix? Qui profitera de ce développement? Quelles seront les mesures prises pour assurer l’accès à des logements sociaux et pour sauvegarder le parc de maisons de chambres? L’enjeu du logement social et de la sauvegarde du parc de maisons de chambres sur le territoire du centre-ville est un élément déterminant en matière de maintien de la mixité sociale et de lutte à l’itinérance.

Le portrait de la situation résidentielle actuelle au centre-ville se caractérise, entre autres, par un développement immobilier tourné vers les grands complexes de condominiums s’adressant à une population aisée. L’effet spéculatif fait exploser le prix des terrains, des propriétés et des loyers. Parallèlement, le besoin en logements sociaux est criant : le document de consultation de la Stratégie indique que 41 % des ménages de l’arrondissement Ville-Marie (environ 15 000 ménages) ont des difficultés financières à se loger. Il est impératif que le développement et la densification résidentielle prévus par Stratégie centre-ville ne se réduisent pas à un processus de gentrification, profitant majoritairement aux personnes les plus nanties. La Stratégie doit porter haut et fort l’objectif de permettre aux ménages à faible revenu d’habiter le territoire du centre-ville et que le développement immobilier ne se fasse pas au détriment de ceux-ci.

Le logement social

Le logement est un droit fondamental; il est donc essentiel que chaque personne qui le souhaite ait accès à un logement adéquat et financièrement abordable, qui soit aussi un lieu sécuritaire et salubre. La solution pour respecter le droit au logement et assurer une réelle mixité sociale au centre-ville passe principalement par la consolidation et l’augmentation de l’offre de logement social. D’autant plus qu’en termes de choix d’approche, le développement d’un parc immobilier collectif permet d’atténuer les effets spéculatifs du marché. La démonstration est faite que le logement social avec soutien communautaire permet d’agir en prévention et en lutte contre l’itinérance et la Ville le reconnaît dans son *Plan d’action montréalais en itinérance 2014-2017*. Le soutien communautaire mis en place dans les projets de logements sociaux pour les personnes en situation d’itinérance permet de les aider grandement à se stabiliser en logement, mais aussi de contrer leur isolement et leur exclusion sociale. Par les activités collectives organisées et la présence d’unE intervenantE, il permet aux personnes de prendre soin de leur santé, d’apprendre à vivre en collectivité, de gérer un budget, et éventuellement, pour certains, de retourner à l’école ou de s’insérer dans un programme d’employabilité.

Les maisons de chambres

Un enjeu qui concerne le territoire du centre-ville est la sauvegarde du parc de maisons de chambres. La location d'une chambre constitue, pour des personnes à risque d'itinérance, une option moins coûteuse, accessible, près des services et des ressources afin d'éviter la rue. Ce parc locatif forme une composante essentielle de l'offre résidentielle au centre-ville. Or, actuellement nous sommes témoins de l'effritement de ce parc locatif en raison de l'effet de la forte spéculation immobilière. De nombreuses maisons de chambres sont évincées, vendues et converties en condominiums ou en hôtels.

Alors que cela fait partie du *Plan d'action montréalais en itinérance*, il est décevant qu'aucune référence au soutien à la réalisation de logement social, ni à la sauvegarde du parc de maisons de chambres ne se retrouve dans les orientations stratégiques de l'axe « des milieux de vie complets et inclusifs » de la Stratégie centre-ville. Même si le financement ne découle pas uniquement des municipalités, la Ville de Montréal peut et doit agir dans son champ de compétence. Entre autres, elle peut et doit :

- créer une réserve de terrains et de bâtiments, dont des maisons de chambres, à des fins de développement de logement social;
- faire le recensement et le monitoring du parc de maisons de chambres sur le territoire concerné.

Enfin, dans le projet de Stratégie centre-ville il est proposé « *qu'une offre de logements abordables, sociaux, communautaires, supervisés ou transitoires sera favorisée dans la reconversion des hôpitaux vacants ou encore d'autres terrains publics à reconvertir tel que Radio-Canada* ». C'est une très bonne initiative, mais il reste que sa réalisation dépend en majeure partie d'investissements de la part des gouvernements provincial et fédéral. En fait, pour être à même de concrétiser sa volonté que le centre-ville soit un milieu de vie mixte, inclusif et accessible à tous et toutes, il est primordial que la Ville agisse fortement pour réclamer une part de financement adéquate et à long terme pour Montréal en développement de logements sociaux avec soutien communautaire auprès de Québec et d'Ottawa.

Présence et pérennité des ressources en itinérance au centre-ville

Bien que l'itinérance soit vécue dans tous les quartiers de Montréal, c'est au centre-ville qu'elle reste la plus visible et où se situe la majorité des ressources d'aide. À mesure que la pression financière et sociale exercée par la spéculation immobilière et la gentrification augmente, les ressources qui viennent en aide aux personnes itinérantes ont de moins en moins la capacité de trouver des locaux au centre-ville et ceux-ci sont de moins en moins accessibles financièrement.

C'est un enjeu majeur qui n'est pas nommé dans la Stratégie centre-ville. La présence d'organismes d'intervention auprès des personnes à risque ou en situation d'itinérance sur le territoire du centre-ville est plus que nécessaire. Une cinquantaine d'organismes membres du RAPSIM sont localisés dans le centre-ville de Montréal, parmi eux refuges, maisons d'hébergement, logements sociaux avec soutien communautaire, centres de jour et de soir, travail de rue et/ou de milieu, soutien à l'employabilité et/ou l'insertion socioprofessionnelle, sites fixes. Ces ressources jouent un rôle clé dans la lutte contre l'itinérance et dans la réduction des tensions dans l'espace public.

Dans sa vision du centre-ville de demain, la Ville doit prendre en compte les besoins et les défis que vivent ces organismes et aussi leur expertise quant aux solutions à apporter. On pense particulièrement aux problèmes de localisation qui ont poussé des ressources à s'établir plus à l'est du centre-ville. Aussi, à titre d'exemple, un centre de jour membre du RAPSIM, qui était situé au cœur du centre-ville, fait face présentement à l'obligation de déménager et éprouve de grandes difficultés à se trouver un autre pied à terre.

En somme, la Ville se doit d'inclure et tenir compte de l'enjeu de la présence et la pérennité des ressources d'aide en itinérance dans sa vision et ses projets liés au développement du centre-ville.

Synthèse de nos demandes

De façon globale le RAPSIM demande :

- **Une vision du développement du centre-ville qui respecte le droit de cité de tous et toutEs;**

En matière de cohabitation, d'inclusion et de mixité sociale :

- **Que les efforts pour améliorer la cohabitation sociale soient soutenus par une vision globale et complexe des enjeux de cohabitation et que les ressources et moyens suffisants y soient engagés;**

En matière de logement, que la Stratégie centre-ville intègre les engagements suivants :

- **Que la Ville de Montréal crée une réserve de terrains et de bâtiments, dont des maisons de chambres, à des fins de développement de logement social et qu'elle fasse le recensement et le monitoring du parc de maisons de chambre sur le territoire concerné;**
- **Que la Ville de Montréal agisse fortement pour réclamer une part de financement adéquate et à long à terme pour Montréal en développement de logements sociaux et en soutien communautaire auprès de Québec et d'Ottawa.**

Pour assurer la présence et la pérennité des ressources en itinérance :

- **Que la Stratégie centre-ville inclue et tienne compte l'enjeu de la présence et la pérennité des ressources d'aide en itinérance dans sa vision et ses projets liés au développement du centre-ville.**

RAPSIM – Réseau d'aide aux personnes seules et itinérances de Montréal
1431, rue Fullum, suite 203, Montréal (Québec) H2K 0B5
Tél. : 514 879-1949
info@rapsim.org ▪ www.rapsim.org

Liste des groupes membres du RAPSIM

Abri de l'espoir
Accueil Bonneau
Action- Autonomie
Action Jeunesse de l'Ouest de l'île (AJOI)
Action-réinsertion / Sac-à-dos
Anonyme – Unité d'intervention mobile
Armée du Salut – Centre Booth *
Arrêt-Source
Association Bénévole Amitié
ADDs (Association pour la défense des Droits sociaux du Montréal Métropolitain)
Association d'entraide Le Chaînon
Association logement Amitié
Atelier d'Habitation de Montréal
Auberge du cœur – Le Tournant
Auberge communautaire du Sud-ouest
Auberge Madeleine
Avenue hébergement communautaire
À deux mains/ Head and hands
Bâtir son quartier
Bureau consultation jeunesse (BCJ)
CACTUS Montréal
C.A.S.A . Bernard-Hubert *
Centre associatif polyvalent d'aide Hépatite C (CAPAHC)
CAP St-Barnabé
Carrefour communautaire de Rosemont – l'Entre-Gens
Centre d'écoute - Face à face
CRAN (Centre de recherche et d'aide pour narcomanes)
Carrefour familial Hochelaga
Centre d'amitié Autochtones
Centre de jour St-James
Centre de soir Denise-Massé
Centre NAHA
Chambreclerc
Chez Doris
Christ Church Cathedral *
Clinique Droits Devant
CIUSSS Centre-Est *
Comité BAILS
Comité logement Ville-Marie
Comité social Centre-Sud
Dans la rue
Dauphinelle
Dîners Saint-Louis
Dianova Canada
Diogène
Dopamine
En Marge 12-17
Exeko
Entraide-Logement Hochelaga-Maisonneuve
Fondation d'Aide Directe – Sida Mtl
Foyer des jeunes travailleurs et travailleuses de Montréal
GEIPSI (Groupe d'Entraide à l'Intention des Personnes Séropositives et Itinérantes)
Groupe CDH
GIT (Groupe Information Travail)
Groupe Paradoxe
Habitations L'escalier de Montréal
Habitations Oasis de Pointe Saint-Charles
Habitations populaires de Parc-Extension
Habitations du Réseau de l'Académie (RESAC)
Information alimentaire populaire Centre-Sud
Infologis de l'est de l'île de Montréal
Itinéraire – Groupe communautaire
Logifem
Logis Phare
Logis Rose-Virginie
Maison des amis du Plateau Mtl-Royal
Maison du Père
Ma Chambre
Maison Benoit-Labre
Maison Grise de Montréal
Maison d'Hérelle
Maison Lucien-L'Allier
Maison Marguerite de Montréal
Maison du Pharillon
Maison de réhabilitation l'exode
Maison St-Dominique
Maison St-Jacques
Maison Tangente
Maisons de l'Ancre
Médecins du Monde – Projet Montréal
Méta d'Âme
Mission Bon Accueil
Mission Communautaire de Montréal
MultiCaf
Œuvres St-Jacques
P.A.S. de la rue
Passages
PIAMP (Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es)
Plein Milieu
Projets Autochtones du Québec
Projet Genèse
RAP Jeunesse
Refuge des Jeunes de Montréal
Réseau Habitation Femmes (RHF)
Ressources Jeunesse de Saint-Laurent
REZO - santé et mieux-être des hommes gais et bisexuels
Rue des Femmes de Montréal
Mission Saint-Michel
Sentier Urbain
Service d'hébergement Saint-Denis
SHAPEM
Société St-Vincent-de-Paul
Spectre de rue
Stella
Sidalys
TRAC (Travail de rue Action communautaire)
Villa Exprès pour toi
YMCA du Québec – (Premier arrêt et Dialogue)
Y des Femmes de Montréal
*groupe associé